



## L'instabilité actuelle et le maintien de la paix dans le Caucase

par Philippe TORRES

La crise politique en Ukraine à l'issue des dernières élections présidentielles, nous montre en arrière-plan le retour d'une rivalité entre Moscou et Washington. Cette rivalité nous renvoie aussi aux crises caucasiennes de l'été dernier, qui semblent présager également dans ce cas d'une certaine reprise de l'antagonisme américano-russe. Là encore, deux stratégies respectives et antagonistes semblent s'opposer: « new containment » pour les uns, et préservation du contrôle du « proche étranger » pour les autres. Deux faits viennent corroborer ces craintes dans le Caucase, d'une part la reprise des combats entre Tbilissi et l'Ossétie du sud, et d'autre part l'attentat islamiste de Beslan en Ossétie du nord et la crainte d'un retour de heurts interconfessionnels entre chrétiens et musulmans. Ainsi, le 1 septembre 2004 a sorti le Caucase de sa torpeur médiatique, alors que tous les feux de l'actualité n'avaient de cesse à juste titre de s'appesantir sur l'action américaine dans le chaos irakien. La tragique prise d'otages de Beslan, donne un certain nombre d'enseignements.

Tout d'abord, il suffit d'un attentat odieux pour que la possibilité d'un embrasement régional soit possible. Face à cette réactivation des enjeux et de l'instabilité qui peut en résulter, il est question de savoir quelles sont les forces qui sont porteuses de stabilité et celle qui déstabilisent la région.

- ◆ D'abord le retour des deux influences occidentale et russe qui s'opposent, est riche d'inquiétudes, car elle pourrait briser un *statu quo* fragile, même si l'alliance stratégique Bush-Poutine de l'après 11 septembre se maintient. La remise en cause des cessez-le-feu et des positions acquises est à considérer avec circonspection dans la région caucasienne qui reste plus que jamais une poudrière dangereuse, avec ses conflits gelés mais capables de renaître rapidement, avec un potentiel de violence très élevé. La Géorgie pourrait contribuer à transformer l'Ossétie du sud en Kosovo, si elle s'avise de récupérer cette province, où les Géorgiens sont minoritaires, par de fortes pressions politiques et militaires. De plus, le souhait de la Géorgie de rentrer dans l'OTAN (à laquelle elle participe déjà), où même dans l'UE pour la Turquie voisine, pourrait

avoir un impact extrêmement déstabilisant dans le Caucase, car ces deux états n'ont pas renoncé à leurs revendications territoriales et font face à des minorités hostiles.

- ◆ Ensuite il y a la présence russe. A l'aune des événements soulignés plus haut, il apparaît que cette présence, partie prenante dans le conflit tchéchène, reste malgré tout une force de maintien de la paix, dans un environnement très instable et dangereux. Force est de constater que dans le cadre de l'affaire de Beslan en Ossétie du sud, certaines minorités ou certaines communautés sont « paradoxalement » protégées par la présence russe.
- ◆ Pour finir, La principale menace déstabilisatrice dans tout le Caucase est le terrorisme islamiste possédant un énorme pouvoir de nuisance à l'échelle régionale. Après la chute des Talibans, le point de confrontation islamiste le plus dur et le plus radical se situe en Tchétchénie. Il se diffuse largement sur tout le territoire russe.

#### **LA RUSSIE, UNE FORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX**

##### *1- Le maintien de la paix en Ossétie du Nord*

Premièrement dans le Caucase nord, la région se retrouve face au terrorisme tchéchène très proche géographiquement et actif, capable, de façon soudaine de développer une grande violence.

Le 1 septembre 2004, 400 élèves de 7 à 17 ans avec leurs professeurs et un certain nombre de leurs parents sont retenus prisonniers. En tout, le nombre d'otages s'est élevé à plus de 1100. La brutalité des ravisseurs est d'emblée extrême. En effet, le commando des 16 terroristes qui comptait des femmes dans ses rangs fait tout pour terroriser au maximum ses prisonniers. Ils installent tout de suite bombes et mines dans les bâtiments sous les yeux des otages, puis choisissent une vingtaine d'hommes qu'ils emmènent au deuxième étage pour les abattre froidement. Pendant cinquante heures, les ravisseurs ont privé leurs otages d'eau et de nourriture.

Face à cette situation critique, les autorités russes ont tout fait pour temporiser la situation et voulaient négocier, échaudées par la mort des otages russes lors de la prise d'assaut en 2002 de la Doubrovka à Moscou. Les forces spéciales russes sont arrivées alors que la fusillade générale avait déjà commencée. En fait, c'est une foule ossète exaspérée, composée entre autre de policiers locaux qui a ouvert le feu sur l'école pour délivrer elle-même les

enfants détenus. Les Russes ont donc agi précipitamment. Certains hommes des forces spéciales n'avaient pas eu le temps d'enfiler leur gilet pare-balles. De même, les écoliers se sont retrouvés sous un feu croisé. Dans ces conditions il était difficile d'éviter le carnage. Le bilan officiel fera état de 366 morts et de 191 disparus.

Cet échec cuisant pour le président Poutine, montre quand même que seules les forces russes, accusées d'incompétence par la population locale et bon nombre de médias occidentaux, restent malgré tout la seule force de maintien de la paix immédiate de la région. Même si les Russes sont loin d'être irréprochables dans la gestion des crises, ils font des efforts importants qu'on aurait tort d'ignorer. A partir de 2003, Moscou a décidé d'installer des procédures pour sanctionner les militaires en cas d'écarts de conduites graves. Néanmoins, la corruption et la formidable inertie des organes étatiques sont telles, que l'action de Moscou en la matière n'est pas prête dans l'immédiat de connaître des améliorations notables. Pour l'instant, les forces de Moscou font obstacle à toute reprise d'une confrontation directe entre Ossètes et les Ingouches. Il est inquiétant de voir que les frustrations de ces communautés et leur haine peuvent reprendre à la moindre étincelle. La provocation de Beslan en est une, car les terroristes tchéchéno-ingouches<sup>1</sup>, musulmans de surcroît, ont tué des enfants ossètes, chrétiens. Voilà pourquoi des terroristes qui veulent jouer la carte de l'embrasement soufflent sur les braises.

La politique du pire dans le Caucase peut connaître dans ce cadre un grand succès en matière de déstabilisation contagieuse, mais risque aussi de se payer très cher humainement avec la réactivation des conflits postsoviétiques non cicatrisés. En effet, située à une heure de route de la Tchétchénie, l'Ossétie avec ses 700 000 habitants à 90% orthodoxes, connaît le début des troubles en 1991. Avec la dissolution de l'empire soviétique, les Ossètes affrontent les Ingouches, leurs proches voisins des musulmans qui revendiquaient une partie de leur territoire. C'est le premier conflit interethnique sanglant du Caucase. Si les Russes ne peuvent empêcher la situation de dégénérer à l'automne 1992, ils finiront par s'interposer en 1993. Après de violents combats les Ossètes l'emportent, et de nombreux Ingouches seront obligés de fuir les pogroms. Près de 30.000 d'entre eux trouveront refuge en Ingouchie. Beaucoup les accuseront d'avoir pris fait et cause pour les Ossètes. Malgré tout, le 30 novembre 1995, un accord est enfin signé. Les Ingouches pourront retourner en Ossétie. Cependant, la situation reste fragile. Ainsi, en 1999, un attentat sur le marché de la capitale, Vladikavkaz, a déjà fait plus de 60 morts.

## *2- La complexité des problèmes communautaires*

Cependant, l'imbricolage caucasien de même que les morts de Beslan pourraient être mis sur le compte des Russes à posteriori, puisque l'histoire accuse les Soviétiques d'avoir entretenus et même provoqués la balkanisation du Caucase, pour diviser les communautés, dans le but d'imposer l'ordre soviétique. Ce constat explosif qui ne manque pas de références historiques doit aussi insister sur les circonstances atténuantes que peuvent avoir les Russes dans leur tâche de trouver un équilibre dans le Caucase.

En effet, ce dernier peut tout aussi bien évoluer négativement, même quand les Russes ont à cœur de réparer certaines injustices. Ainsi, quand Khrouchtchev décida du retour en 1956, des peuples caucasiens punis et déportés par Staline en 1944, (Tchéthènes, Ingouches et Karatchaïs) ces derniers ont retrouvé leur ancien territoire peuplé par d'autres communautés peu désireuses de leur rendre leurs anciennes possessions. Ce problème de revendication territoriale continue d'empoisonner la cohabitation entre peuples du Caucase, notamment entre Daghestanais et Tchétchènes, entre Ingouches et Ossètes.

Ils semble donc qu'il y va de l'intérêt des Russes de garantir la stabilité du Caucase en s'opposant à la reprise de tous conflits.

### ***L'INFLUENCE OCCIDENTALE DANS LE CAUCASE SUD ET LA REMISE EN CAUSE DU STATU QUO INTER-COMMUNAUTAIRE.***

#### *1- Le maintien de la paix en Ossétie du Sud*

L'instabilité actuelle de l'Ossétie du sud provient là aussi d'un conflit postsoviétique en suspend. Dès janvier 91, l'Ossétie est touchée à son tour par des affrontements violents entre Géorgiens et Ossètes. La proclamation de l'indépendance par les Ossètes du sud fut considérée comme une provocation inadmissible par Tbilissi. Le président Gamsakhourdia, considéré comme un nationaliste impulsif, décide d'utiliser la manière forte face aux Abkhazes et aux Ossètes, qu'ils accusent d'être instrumentalisées par Moscou, sans considérer leur propre inquiétude en tant que minorités intégrées dans un état naissant. L'armée géorgienne intervient avec rapidité et brutalité. Néanmoins, malgré leur infériorité, les Ossètes, ne se laissent pas faire et organisent leur résistance.

Ce furent les Russes qui sont intervenus pour stopper la répression géorgienne. En jouant les gendarmes et en réprimant les violences, Moscou

mettait les Ossètes sous leur protection. Ainsi avec le cessez-le-feu imposé en mai 92, c'est toute l'Ossétie du sud qui échappait aux troupes géorgiennes. Une nouvelle fois les Russes seront des arbitres ayant à cœur par l'intermédiaire de l'Ossétie d'avoir un pied dans le Caucase sud.

Cependant, au mois d'août dernier, des tensions croissantes ont dégénéré en première confrontation meurtrière depuis mai 1992, entre la Géorgie soutenue par les Américains et l'Ossétie du sud soutenue par la Russie voisine, via l'Ossétie du nord, membre quant à elle de la fédération russe.

Cette reprise guerrière a montré cette fois que la Russie, loin de jeter de l'huile sur le feu a donné au contraire des signes de bonne volonté pour calmer la situation. En effet, c'est le gouvernement géorgien du président Saakachvili qui, dans ce cas, a rompu le cessez-le-feu par des tirs d'armes automatiques. Le gouvernement géorgien continue comme par le passé de réclamer le départ des forces russes accusées de faire le coup de feu en Ossétie contre les troupes gouvernementales de Géorgie. En fait, Tbilissi verrait d'un bon œil l'installation d'un contingent américain apte à remplacer les troupes de Moscou. Les Américains se sont installés en Géorgie à l'issue du rapprochement américano-russe du 11 septembre. Tbilissi aimeraient bien les avoir comme soutien pour éliminer les séparatistes du pays et du même coup sécuriser le voisinage des oléoducs venant de la Caspienne et traversant le pays. Sûr du soutien américain, le président géorgien Mikhaïl Saakhachvili, excédé par le séparatisme des Ossètes et de leur soutien russe, a pris le risque d'un affrontement ouvert avec les troupes russes. Ces dernières sont présentes au sein d'une force d'interposition tripartite (géorgienne, ossète et russe) présente sur place. Certains géorgiens isolés, présents en Ossétie ont peur des représailles de la part des troupes de Vladikavkaz. Cependant un certain nombre s'accommodent du séparatisme de l'Ossétie pour profiter du grand nombre de trafics qui s'y exercent. Malheureusement, la reprise des combats a rompu le *statu quo* et en une semaine, 24 morts et 50 blessés ont été dénombrés côté géorgien, et presque autant dans le camp d'en face. La fin des combats a été saluée par les Etats-Unis principal soutien militaire et financier de la Géorgie. Ce qui n'a pas empêché pour autant les soldats russes, au cour des combats de capturer 30 conseillers militaires américains. Moscou ne voulant pas envenimer la situation les a rendus à leur ambassade en prétextant libérer des otages<sup>2</sup>.

Ce n'était pas la première fois que le Kremlin avait entrepris de temporiser la situation avec la Géorgie. Le président Poutine et le président géorgien s'étaient donnés des gages réciproques et ont entamé un rapprochement significatif. Sur ce point, Moscou aurait eu mauvaise grâce à trop afficher son

soutien aux séparatistes ossètes, alors qu'il entend plus que tout préserver son intégrité territoriale en Tchétchénie. Ainsi, le président russe avait donné des signes de bonne volonté en lâchant le chef des séparatistes locaux d'Adjara, province géorgienne autonome frontalière de la Turquie hostile à Tbilissi. Le chef adjara, Aslan Abadidze fut discrètement évacué par avion vers Moscou. Malgré cela, le bras de fer entre Russes et Américains continue. Poutine accuse la Géorgie d'avoir décrété au début des années 90 la fin du statut d'autonomie des minorités et surtout de l'Ossétie du sud. De son côté, le président Mikhaïl Saakachvili, profondément attaché à l'alliance américaine et séduit par le rêve d'une intégration européenne se laisse tenter par une position plus ferme face à l'Ossétie rebelle. Cette province est le passage géostratégique majeur entre le Caucase nord et sud., point central de la circulation des hydrocarbures qui intéresse les Américains.

Pour l'instant Tbilissi et ses alliés a compris qu'il était prématuré de faire une politique efficace en heurtant de front les intérêts de Moscou. Bien sûr il est possible d'accuser Moscou d'appuyer les séparatismes pour garder une présence en Géorgie et de là en Transcaucasie. Cependant, il est aussi impossible de faire abstraction du fait que les Ossètes demeurent indéfectiblement dans le camp des Russes. Les minorités ne veulent pas intégrer la citoyenneté géorgienne. Au contraire, les Ossètes du sud optent très souvent pour la citoyenneté russe<sup>3</sup>.

## *2- Les menaces d'instabilité dans le conflit du haut Karabakh*

Le conflit du Haut Karabakh est aussi un dossier extrêmement sensible, dans lequel les Russes, une fois encore, exercent un rôle de force tampon pour préserver l'Arménie et la communauté arménienne du Karabakh, face à leur environnement hostile, à savoir l'armée turque à l'ouest et l'armée azérie à l'est.

Moscou, une nouvelle fois, par son rôle militaire protecteur continue de renforcer sa présence dans son proche étranger. Néanmoins, la politique d'intégration américaine et européenne de la Turquie, non contente de remettre en cause les positions russes, forces protectrices des intérêts arméniens risque également d'ouvrir une nouvelle boîte de Pandore, riche en reprise des affrontements et de nouvelles crises humanitaires.

Tout d'abord, il convient de rappeler que ce n'est pas le gouvernement d'Erévan ni Moscou qui ont provoqué le mouvement séparatiste du Nagorny Karabakh, mais la population de ce territoire enclavé dans la république d'Azerbaïdjan peuplé à 80% d'Arméniens qui considèrent ce territoire comme un des noyaux historiques du peuple arménien.

Ces Arméniens du Haut Karabakh ont voulu se rattacher à l'Arménie, avec la décision du Soviet suprême du haut Karabakh le 20 février 1988, mobilisés avec les troubles et les revendications autonomistes issue de la *pérestroïka* par l'obsession de la survie avec les souvenirs du génocide de 1915. La lutte de la chrétienté arménienne dans son réduit face aux musulmans ressurgit. Devant l'affaiblissement du pouvoir central, en 1988 de gigantesques manifestations éclatent à Stépanakert, chef lieu du Karabakh. Moscou à l'époque de Gorbatchev, a tout fait pour calmer la situation avant tout soucieux de conserver malgré tout, l'intégrité de l'Union soviétique et de préserver ses frontières administratives.

A l'époque, le Kremlin n'a aucune complaisance envers les manifestants arméniens car l'armée soviétique tire sur la foule pour rétablir un semblant d'ordre et Gorbatchev décide de casser le mouvement nationaliste arménien au Karabakh. Ce mouvement, conduit par Robert Kotcharian (actuel président arménien réélu en 2003), lui-même en étroite relation avec l'homme fort d'Érevan : Lvon Ter Pétrossian. Cependant, les autres nationalistes et de nombreux dirigeants sont alors arrêtés en Russie et en Arménie. Mais, bien vite, les Russes sont débordés par une véritable onde de choc: les nationalismes se réveillent.

Ainsi, l'effondrement de l'URSS permet la préparation de la victoire des Arméniens du Haut Karabakh. Cette victoire n'est pas le résultat d'une politique expansionniste du gouvernement d'Érevan, mais le résultat du dynamisme arménien, bien structuré par ses organisations nationalistes peuplées de cadres bien formés. Le rejet des communautés turcophones a joué à plein.

Les victoires arméniennes et la conquête du Haut Karabakh, sont dues en partie au ralliement des populations kurdes de la région. On peut noter à ce sujet, la présence de nombreux kurdes réfugiés vivant aujourd'hui en Arménie, animés comme leurs hôtes d'un fort sentiment anti-turc. Ce sentiment a pu trouver un exutoire contre les Azéris turcophones. Les troupes arméniennes ont bénéficié d'un appui solide de la part des troupes mécanisées russes qui participèrent aux combats.

Cependant, politiquement la victoire n'était pas acquise. Au contraire, la situation était délicate pour Érevan sous le coup d'une présence de l'armée azérie, nettement plus nombreuse et aussi bien équipée. De plus, Bakou pouvait bénéficier de l'alliance turque, et prendre en tenaille le pays. Malgré l'avis de Robert Kotcharian qui demandait la reconnaissance officielle du rattachement du Karabakh à l'Arménie. A Érevan, Pétrossian, le président arménien plus prudent refusa de reconnaître le territoire conquis. Les Nations unies, considérait l'Arménie comme un Etat agresseur dans cette affaire. Il fallait

jouer serré, notamment en affirmant que l'armée arménienne n'intervenait pas pour soutenir les militants arméniens de Stépanakert. En fait, beaucoup de soldats et d'officiers s'y trouvaient, mais il est vrai que la véritable force combattante, fer de lance dans l'affrontement était distincte de l'armée de Erévan. Cette force de 25.000 hommes, bien équipée, qui surclassait les troupes de Bakou dans les affrontements, était commandée par un général indépendant : Samuel Babayan. C'est donc, à l'époque, la minorité arménienne du Karabakh profitant des désordres qui s'est imposée pour affirmer son destin, face aux nombreuses oppositions.

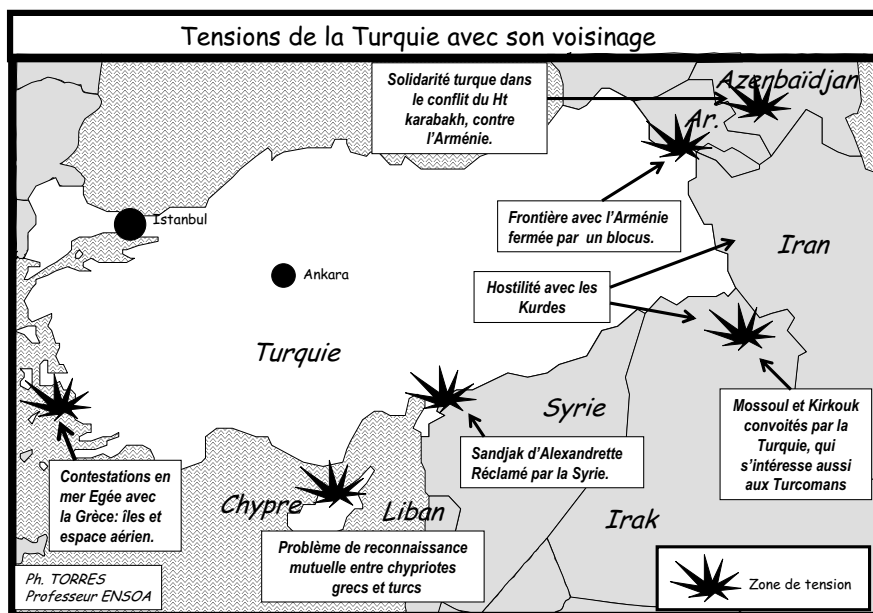
Par contre, pour l'Azerbaïdjan, il n'a jamais été question de renoncer à cette perte territoriale. Le président Aliév sera prêt à utiliser tous les moyens à sa disposition, pour reprendre cette portion de territoire national. Dans un premier temps, il ne lui faut pas longtemps pour comprendre qu'un rapprochement avec Moscou est inévitable dans ce conflit mal engagé. Il adhère en 1993, à contre cœur à la CEI. Mais, dans le même temps il achète de l'armement russe et ukrainien et négocie les services de nombreux mercenaires. Il s'entoure même de forces opérationnelles aguerries en l'occurrence une brigade de soldats islamiques afghans, appartenant à la mouvance d'un des plus grand chef pachtoun de l'époque, Gulbudin Heykmatyar, ennemi numéro un du commandant Massoud<sup>4</sup>. Fort de ces nouveaux appuis, Bakou lance une offensive générale en décembre 1993. Mais les lignes arméniennes tiennent bon, les forces de Bakou sont durement repoussées. La motivation, mais surtout l'expérience des Arméniens feront la différence. Beaucoup d'officiers arméniens avaient déjà toute une carrière d'officiers soviétiques derrière eux. Pour finir les deux belligérants épuisés décident un cessez-le-feu au printemps 1994.

Cet affrontement largement oublié, bien loin des caméras occidentales, aura duré de 1988 à 1994, fera 20.000 morts et plus de 50.000 blessés et surtout plus d'un million de réfugiés. En outre, ce conflit est toujours en suspens. Bien que la paix ait été signée à Moscou le 27 Juillet 1994, sous les auspices du groupe de Minsk avec les belligérants (Arménie, Azerbaïdjan, Haut-Karabakh et les 9 pays de L'OSCE concernés pour la région: Allemagne, Biélorussie, Russie, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Suède, Turquie). Mais, l'Azerbaïdjan ne renonce pas. Il sait qu'il a perdu la guerre, mais également que le temps ne joue pas en faveur des Arméniens. D'abord, aucun pays n'a reconnu la République du Nagorny Karabakh, mais surtout à plus long terme, l'Arménie s'épuise démographiquement : avec 3,5 millions d'habitants. Que peut elle faire, face aux 7,6 millions d'habitants de l'Azerbaïdjan ? Une fois les accords signés, Aliév continue d'amadouer les Russes en acceptant une large autonomie pour le Karabakh, mais il fait en sorte de prendre les Arméniens dans un étau avec les Turcs en mettant sur pied un blocus très efficace.

Ce blocus sera si éprouvant pour les populations arméniennes qu'il sera combattu par le Sénat américain. Ce dernier ira même jusqu'à geler les crédits alloués à Bakou. Cette prise de position désavantageait l'administration Clinton qui voulait plutôt défendre la position de l'Azerbaïdjan. La Maison Blanche entend régler tous les problèmes territoriaux en sa faveur en vue de stabiliser le corridor pétrolier caucasien Bakou-Ceyhan. La Turquie reste le tremplin américain dans la région.

### 3- L'impact de l'intégration de la Turquie sur la stabilité caucasienne

Les Américains n'ont pas renoncé à appuyer l'intégration de la Turquie, pays de l'OTAN, dans l'UE. La Turquie renforce les positions américaines en lui offrant un véritable balcon face à la Syrie et à l'Irak. Cependant, l'intégration de la Turquie était conditionnée par la résolution du parlement européen du 18 juin 1987, qui posait comme préalable à cette intégration entre autres : l'évacuation par l'armée turque de l'île de Chypre, la démocratisation de la Turquie, une solution politique au problème kurde, et surtout comme pierre angulaire venant couronner le tout la reconnaissance du génocide arménien.



Ce dernier point est alors apparu rapidement comme un obstacle de taille, dans la mesure où la responsabilité de l'Etat turc dans le génocide a été reconnu alors que l'Etat turc jusqu'à ce jour continue de la refuser obstinément<sup>5</sup>. Comment bâtir la paix et la réconciliation entre les Turcs et les Arméniens,

mais aussi entre les Arméniens et les Azéris (peuple turcophone) ? Comment dans ce cas éviter les frustrations et les injustices, bref la fin de la crispation entre chrétiens et musulmans ?

Malgré le malaise diplomatique de la situation, l'UE cherche à contourner l'obstacle. Les critères de Copenhague ne retiennent plus comme préalable la reconnaissance du génocide arménien. La volonté d'aplanir les difficultés pour donner une chance à la Turquie se poursuit. Cependant, loin de résoudre le problème de la stabilisation du Caucase, l'intégration de la Turquie en Europe aurait un impact capable de relancer l'affrontement dans le Haut Karabakh. Les subsides de l'Europe pourraient donner une marge de manœuvre à Ankara pour réaliser une politique auparavant inaccessible à cause de sa faiblesse économique. Relier les espaces turcophones du Caucase et, par-delà, l'Asie Centrale, par de larges subventions et ainsi resserrer leurs liens. Cependant, l'obstacle territorial de l'Arménie empêche toujours la Turquie d'avoir des frontières communes avec l'Azerbaïdjan. Ce pays n'a jamais renoncé à reconquérir le Haut Karabakh par les armes. Actuellement, les politiques d'intégration par le biais turcophone peuvent avoir la possibilité de réactiver ces problèmes territoriaux et les rivalités communautaires.

#### **LE MOUVEMENT DJIHADISTE TCHÉTCHÈNE: FORCE MAJEURE DE LA DESTABILISATION CAUCASIENNE**

Les politiques d'intégration européenne et américaine, qui soulignent imprudemment les enjeux caucasiens, ne peuvent tout de même pas concurrencer la force déstabilisatrice de la radicalité de l'islamisme tchétchène. Cette radicalité n'est pourtant pas nouvelle car elle existait en germe avant et dès le début de l'indépendance tchétchène de 1996 à 2000. Les grands chefs tchétchènes qui continuent une lutte artificielle et sanglante ont du mal, après l'attentat de Beslan à cacher l'insuffisante représentativité de leur cause auprès des populations caucasiennes en tuant des enfants caucasiens. D'ailleurs, le Wahhabisme reste le fondement de ce mouvement

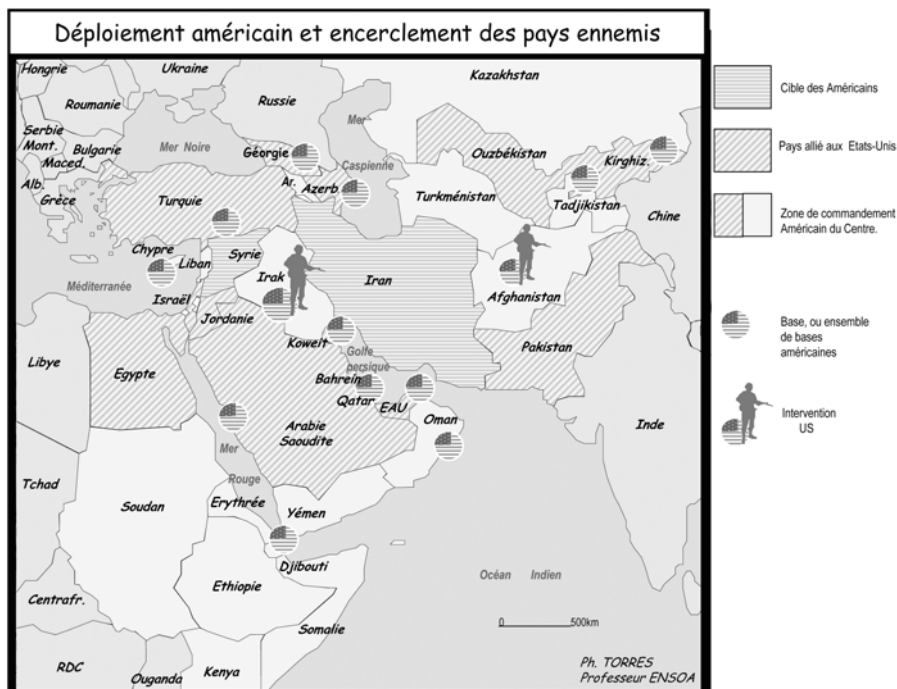
A première vue, il serait tentant de dire que la guerre sainte est une tradition historique du Caucase. Il est vrai que les Avars et les Tchétchènes ont lancé dans leur histoire une véritable guerre sainte contre les Russes de 1825 à 1859, mené par l'émir Chamil. Ainsi, cet épisode marque profondément la conscience tchétchène. Néanmoins, malgré les apparences, la guerre sainte wahhabite lancée par Doudaïev relayée par Bassaïev, lui est beaucoup moins familière dans le contexte des années 1990 et 2000.

### 1- L'islam djihadiste tchétchène : un islam minoritaire dans le Caucase

Il convient avant tout de replacer le phénomène religieux dans son cadre. L'Islam de la région n'échappe pas non plus à la spécificité caucasienne marquée également par beaucoup de particularismes. L'Islam se présente comme très particulier à tel point qu'il est possible de se demander si c'est l'Islam qui a absorbé une partie des peuples caucasiens, où si c'est le Caucase qui s'est approprié l'Islam à sa façon. Les peuples montagnards du nord Caucase, à l'abri des influences ont été islamisés très tardivement au XVII<sup>e</sup> siècle et par les Turcs.

C'est en effet le cas des Tchétchènes. Leurs pratiques religieuses, sont très différentes de l'Islam sunnite traditionnel<sup>6</sup>. On pourrait prendre comme exemple parallèle le cas particulier des Azéris à la fois très proches des Turcs, mais contrairement à ces derniers, chi'ites comme les Iraniens, qui ont occupé le Caucase oriental pendant des siècles. Le Caucase offre des cas singulier qui le différencie.

Ainsi, avant l'arrivée de l'Islam, les Tchétchènes, très faiblement christianisés, étaient retombés assez rapidement dans le paganisme, car ils



vivaient dans un cadre montagneux en clans isolés mais très soudés. L'Islam doctrinal ne semble pas avoir eu de prise sur eux. Voilà pourquoi la poussée du mouvement wahhabite est vraiment étrangère aux traditions locales. De plus, le mode de vie montagnard semble approprié au développement des confréries mystiques<sup>6</sup>. L'isolement qui a permis la conservation de pratiques hétérodoxes par rapport à l'islam traditionnel.

En ce qui concerne les jeunes prosélytes musulmans, qui propagent les thèses islamistes actuelles, ils sont justement accusés de rejeter les coutumes, ils rentrent tout naturellement en conflit avec la hiérarchie religieuse et sociale de leur pays. Les Wahhabites qui deviendront un épouvantail pour Moscou ne seront guère nombreux avant la guerre de Tchétchénie, entre 2 et 3%. Mais leur dynamisme leur donne de plus en plus de poids. Ils réussissent à gagner à leur cause les pauvres des montagnes, les laissés pour compte des désordres occasionnés par la *Perestroïka* (c'est aussi le cas dans beaucoup de pays musulmans). Le problème qui surgit immédiatement réside dans le fait que l'islamisme du Moyen-Orient, qui prétend insister sur l'unification de l'oumma, s'oppose justement aux clans et aux tribus, ainsi qu'à la notion d'ethnie, justement constitutive de la spécificité caucasienne. Cette société tchétchène est très bien organisée par différentes cellules sociales : à la base le clan, Teïp, vient ensuite la tribu, et ensuite la confrérie. Pourtant les jeunes chefs réussissent à faire des adhérents en faisant sauter ces structures. Ils sont jeunes vigoureux, armés et diffusent l'exemple d'un héroïsme guerrier.

Cependant cet exemple est largement rejeté dans le Caucase. Le cas du Daghestan en apporte une preuve significative car il est l'Etat le plus religieux du Caucase, et en même temps le plus hostile au mouvement tchétchène. A ce sujet, il étonnant de constater que le Daghestan, est un pays qui a réclamé et réinstallé la charia notamment par la loi du 28 octobre 1999. Cette loi permet à la direction spirituelle des autorités religieuses daghestanaises, d'influencer le parlement de Makhatchkala pour composer des lois qui préservent la morale islamique, publique et privée. Le contrôle officiel du clergé par les hommes politiques est la condition *sine qua none* et pour conquérir le pouvoir. De même, le Daghestan, par le biais des Avars (une des principales ethnies du pays) avait été le fer de lance de la guerre sainte contre les Russes au XIX<sup>ème</sup> siècle. Et pourtant, les Daghestanais ont refusé de suivre Bassaïev et ses hommes dans la guerre sainte proclamée contre les Russes. Au contraire en 1999, ils ont pris les armes aux côtés des forces russes contre les infiltrations islamistes venant de la Tchétchénie indépendante. Paradoxalement, le Daghestan actuel, pourtant très fondamentaliste, n'est pas une véritable menace pour la fédération russe. Moscou a su parfaitement gérer la situation et consolider ses positions, au Daghestan. Mais le Daghestan est très hostile à une action de force. Les Daghestanais connaissent

suffisamment les talents de manipulateurs des chefs tchéchènes pour se méfier de la politique de leurs va-t'en-guerre. Les peuples du Daghestan savent aussi qu'ils n'ont aucun avenir dans une indépendance hypothétique et dans un affrontement frontal avec Moscou.

## *2- La Tchétchénie indépendante devient l'otage des chefs de guerre et des mafias*

Si l'on revient sur l'attentat de Beslan de septembre 2004, où le commando s'assimile à un mouvement de libération nationale, il est utile de constater également que cette tragédie nous a montré la vraie nature du mouvement tchéchène. A l'aune de cette ultime action terroriste, le bilan du mouvement tchéchène peut révéler par son bilan tout son caractère criminel, avec une indépendance de la Tchétchénie qui a été expérimentée et qui a conduit à un terrorisme « dégénéré », qui ne vit que par et pour le grand banditisme.

Avant l'indépendance, les Tchétchènes pratiquent également toute sorte de trafic mais excellent tout particulièrement dans le trafic de drogue et la prise d'otages. A l'indépendance, les trafics reprennent de plus belle. L'activité criminelle de nombreuses mafias, ayant de larges débouchés en Russie, entacheront leur réputation à tel point que le président Maskhadov est obligé de lancer, en 1998, une offensive contre les bandes criminelles islamistes, notamment celle d'une forte personnalité en Tchétchénie : Arbi Baraïev<sup>7</sup>, malgré ses excellents états de service lors de la guerre de 1994, est accusé d'avoir des liens avec les services russes et d'avoir enlevés des Européens contre rançon, d'en avoir même fait décapiter quelques uns, notamment trois britanniques et un Néo-Zélandais dont les têtes furent exposées. Les autorités de Grozny ne purent pas interpellier Baraïev circulant très facilement en Russie grâce à ses appuis. La reprise de la guerre redonna à ces chefs de guerre une nouvelle impulsion.

Néanmoins Maskhadov ne pourra gérer son pays qu'en se libérant de l'emprise des islamistes. Il aura pour tâche d'éviter l'affrontement entre les chefs de guerre et de construire un Etat. Mais, il n'arrivera pas à endiguer la criminalité : les enlèvements (2000 enlèvements en 1996), les trafics en tout genre (le pétrole de l'oléoduc est aisément détourné et vendu aux républiques voisines). Surtout, Chamil Bassaïev est un homme très difficile à maîtriser.

Né en 1965, à Védéno, Bassaïev est un guerrier. Fort de sa popularité naissante, il prend le commandement des troupes spéciales du président Doudaïev. En 1992, Il se bat en Abkhazie, et ensuite au Karabakh. Ses combats avec ses hommes d'élites connaissent leurs heures de gloire lors de la guerre

de 94-96. Bassaïev devient une légende vivante, il ridiculise les Russes et contribue puissamment à les forcer à négocier. Figure principale du Wahhabisme, il comprend que cette cause lui assure des complicités et des financements étrangers. Néanmoins, ses excès finissent par inquiéter. Il reste dangereux pour le pouvoir légal. Maskhadov cède sur ses prétentions à remplacer le parlement par une Choura (réunion des chefs de clan comme en Afghanistan). Bien que vice-Premier ministre dans le gouvernement de Maskhadov, il organise un pouvoir paramilitaire : le pouvoir des commandants. Il met en place une organisation politique islamiste qui concerne la Tchétchénie et le Daghestan dans le but de reconstituer l'élan mythique de la grande guerre tchétchéno-daghestanaise de 1825. Peu de temps après son élection, Maskhadov s'oppose à Bassaïev, lui reprochant d'intervenir dans les autres républiques caucasiennes, au risque de provoquer une réaction des Russes. Cependant, il finira par s'allier avec lui, en le nommant chef des forces militaires tchétchènes résistantes en Juillet 2002.

### *3- L'islamisme djihadiste tchétchène mouvement issu de l'étranger*

Le Wahhabisme importé par les djihadistes tchétchènes, montre une nouvelle fois son caractère externe. Depuis les années 1990, il est le fait de jeunes formés à l'étranger, beaucoup plus militants que l'islam « confrérique ».

Les intellectuels et les jeunes en règle générale finissent par se laisser séduire. Comme tous ceux qui ont fait leurs études dans les instituts musulmans à l'étranger. Néanmoins le clivage entre Wahhabites et Soufis se radicalise en Tchétchénie et au Daghestan. Il y a beaucoup de clans hostiles au prosélytisme wahhabite de Bassaïev. On peut noter à ce sujet celui du mufti tchétchène Kadyrov assassiné en mai 2004 qui présidait le gouvernement tchétchène pro russe de Grozny, son opposition aux islamistes étaient à la fois politique et religieuse.

Le caractère artificiel et extérieur du mouvement djihadiste tchétchène, est démontré également par l'énorme financement, venant des milieux islamistes de Turquie d'Arabie Saoudite et du Pakistan adressé au mouvement islamiste tchétchène. Quelques jours après l'attentat du 11 septembre, les Américains gèlent les avoirs bancaires de certains fonds de charité saoudiens, très liés à Al-Qaïda et apportant une aide importante aux combattants tchétchènes.

Pour conclure, il semblerait que les conflits dans le Caucase ne sont gelés qu'en apparence. Le Caucase est un isthme, un pont stratégique pour beaucoup d'acteurs locaux, régionaux et internationaux. Mais c'est un pont stratégique miné par beaucoup de problèmes territoriaux qui restent en

suspens. Les cessez-le-feu, qui ont mis fin aux soubresauts de la désoviétisation n'ont pas tout résolu, car les confrontations intercommunautaires et interconfessionnelles peuvent reprendre et conduire aux pires excès. Ces confrontations sont la grande préoccupation des instances internationales, qui tentent partout dans le monde de les éradiquer. Dans le cadre caucasien, se sont les Russes qui sont en première ligne, notamment confronté au pire des terrorismes qui puissent exister de par sa détermination, et ce, sur son propre sol. Ils restent la seule force sur place qui tente de gérer le *statu quo* caucasien. Bien sûr, cette force n'a pas le savoir faire ni la « culture d'intervention » qu'ont des forces d'interposition internationales sous mandat Otan, Onu, ou de l'UE.

Mais, les Russes essayent de mener un combat difficile contre la corruption dans un milieu particulièrement complexe. Dans le Caucase, leur présence est ancienne, capable aussi de susciter des sympathies et des alliances fortes. Cette influence, peut être combattue, voire déstabilisée, car elle gêne les intérêts de pays comme la Géorgie où l'Azerbaïdjan, ainsi que les choix anciens et futurs des Occidentaux. Des solutions trouvées au niveau international, en y associant les intérêts russes, peuvent être plus économes, et moins incertaines si la communauté internationale s'en donne les moyens.

**Philippe TORRES,**  
*professeur de Relations internationales ENSOA*



## **NOTES**

- (1)** Le chef islamiste Bassaïev qui a revendiqué la prise d'otages de Beslan. A également donné dans sa revendication la nationalité des preneur d'otages. Tous les preneurs d'otages ne sont pas tchéchènes : 3 russes,, 9 ingouches, 2 arabes, 2 ossètes, 1 tatar, 1 kabarde, 1 gouran et 14 tchéchène. Dans *Diplomatie, affaires stratégiques et cultures internationales* n°11. Novembre décembre 2004.
- (2)** *Histoire du christianisme*, bimestriel, numéro 24, octobre 2004.
- (3)** *Le Monde*, samedi 21 Août 2004.

- (4) Le courrier des pays de l'Est, politique, économie et société N° 1009 octobre 2000. Le nord Caucase dans la crise. La Documentation française avril 2000.
- (5) Diplomatie, affaires stratégiques et culture internationales n°10 septembre octobre 2004.
- (6) Les confréries mystiques soufi : organisations qui représentent le courant mystique de l'Islam. Il est apparu dès le VIII<sup>e</sup> siècle. Certains musulmans voulant vivre la rencontre intérieure entre le croyant et son Dieu, vont se retirer aux confins du désert. Les musulmans orthodoxes se méfient d'eux car ils y voient une déviation de l'Islam qui privilégie la communauté à l'individu. Ces mystiques sont appels soufi, Raheb ou fakir, ou derviche, des termes qui désignent des pauvres en raison de l'état de dépouillement auxquels ils s'astreignent. Ces mystiques se réunissent sous l'autorité d'un scheik, un maître qui développe la liturgie les rites et les techniques de méditation qui lui sont propres. L'influence des confréries qui exprime un islam populaire loin de la théologie et des élucubrations savantes des docteurs de la loi, n'est pas seulement religieuse mais aussi politique. Elle s'exerce aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les grandes confréries, certaines très anciennes, portent un nom dérivé de leur fondateurs. Ce sont la qadirija, fondée en 1166 à Bagdad par Abd El Kader Jilani. La confrérie Naqshabandiyah sera fondée au XIV<sup>ème</sup> siècle.
- (7) Arbi Baraïev : Redoutable chef tchéchène et trafiquant, appelé « Terminator », considéré par le président tchéchène Maskhadov et par certains médias russes (*Vremia* et *Kommersant*) comme un collaborateur des services spéciaux russes. Renié par Moscou en Octobre 1999, il était activement recherché. Arbi Baraïev tombe sous les balles russes lors d'une violente échauffourée en avril 2001. Arbi Baraïev était l'oncle de Mosvar Baraïev, le chef du commando Tchétchène de la prise d'otages d'octobre 2002 au théâtre de Moscou. Après l'utilisation de gaz incapacitants et la prise d'assaut du bâtiment, les 50 tchéchènes seront abattus, et 117 otages périssent des suites du gaz utilisé. Voir *Courrier International*, 27/6/2001 et celui du 31/10 au 6/11/2002.

